

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de SOUSTELLE  
30110

Séance du 16 FEVRIER 2021

Numéro de délibération D2021\_07

L'an deux mil vingt et un

et le seize février

à 18 heures.

le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni

au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

sous la présidence de : Georges RIBOT

## Présents :

Jean Pierre OZIL, Georges RIBOT, Sébastien KUBANI, Ophélie COEURDACIER DE GESNES,  
Eric PRIVAT, Christian PRIVAT, Claude SOLEIROL, Jerome NOUGARET

## Absents :

Céline LINGERAT, Loic VOILLIOT

A été nommé secrétaire :

## Objet de la Délibération

## ADHESION DE LA COMMUNE DE SOUSTELLE AU SERVICE COMMUN "SIG" (système d'information géographique)

Le Conseil Municipal,  
Vu la Directive Européenne 2007/2/CE du 14 mars 2007, dite directive INSPIRE, visant à établir une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne pour favoriser la protection de l'environnement, transposée dans le droit français depuis l'ordonnance n°2010-1232 du 21 octobre 2010 elle-même ratifiée par la loi n°2011-12 du 5 janvier 2011,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-4-2 modifié,  
Vu le Code de l'Environnement,  
Vu le Code des relations entre le public et l'administration (et plus particulièrement son livre III),  
Vu la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique,  
Vu la Loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,  
Vu la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « loi MAPTAM ») et notamment son article 67 modifiant les articles L5211-4-2 et L5842-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 72,  
Vu la Loi n°2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public dite « Loi VALTER »,  
Vu la Loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique dite « Loi LEMAIRE »,  
Vu le Décret n°2011-223 du 1er mars 2011 pris pour l'application de l'article L.127-10 du Code de l'Environnement,  
Vu le Décret n°2011-494 du 5 mai 2011 pris en application des articles L.127-8 et L.127-9 du Code de l'Environnement,  
Vu le Décret n°2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu les Normes CNIG (Conseil National de l'Information Géographique),



Vu l'Arrêté Préfectoral n° 20160913-D1-001 du 13 septembre 2016, par lequel le Préfet du Gard a prononcé la fusion de la communauté de Communes Vivre en Cévennes, Pays Grand Cévennes,

Envoyé en préfecture le 09/03/2021  
Reçu en préfecture le 09/03/2021  
Affiché le  
ID : 030-213003239-20210216-2021\_07-DE

Vu la Délibération C2016\_14\_13 du Conseil de Communauté (de l'ancienne Alès Agglomération) en date du 15 décembre 2016 portant approbation du principe de création du service commun SIG courant du premier semestre 2017,

Vu la délibération C2017\_05\_17 du Conseil de Communauté en date du 9 février 2017 portant modalités de création du service commun SIG « Système d'Information Géographique » courant du premier semestre 2017, approbation de la convention d'adhésion à intervenir avec les communes membres d'Alès Agglomération adhérentes et approbation des conventions spécifiques de prestations de service à intervenir avec les collectivités et établissements extérieurs,

Vu l'Avis du Comité Technique (de l'ancienne Alès Agglomération),

Considérant que pour plus de rationalité, il a été décidé de recentrer le SIG sur Alès Agglomération et de créer un service commun avec, d'une part, un volet de prestations gratuites (selon le demandeur) et, d'autre part, un volet de prestations payantes,

Considérant que les objectifs principaux de création du service commun SIG sont de répartir entre les différents utilisateurs et en fonction de leur usage réel la charge de travail du service et le coût de son développement,

Considérant que les services communs s'inscrivent dans le cadre de la mutualisation en dehors du cadre des compétences transférées et ce, selon les dispositions de l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 72,

Considérant qu'un service commun a donc été créé au niveau d'Alès Agglomération avec une partie gratuite et une partie payante en fonction des prestations demandées selon la nature du demandeur,

Considérant que les communes membres adhérentes verseront en contrepartie une contribution liée notamment au fonctionnement du service mis à disposition et supportée par la Communauté d'Agglomération, contribution qui sera retenue sur leurs attributions de compensation conformément à l'article L5211-4-2 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

3

Considérant que la convention d'adhésion précisera la nature des différentes prestations pouvant être transmises au service commun pour réalisation et le mode de fonctionnement,

Considérant l'intérêt pour la Commune de SOUSTELLE. d'adhérer audit service par voie de convention d'adhésion aux fins de régir le contenu et les différentes modalités,

Considérant que c'est dans ce contexte qu'il est donc proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur l'adhésion de la Commune de SOUSTELLE à ce service commun SIG,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE à l'unanimité

l'adhésion de la Commune de SOUSTELLE. au service commun SIG « Système d'Information Géographique ».

Les grandes orientations de la convention d'adhésion étant les suivantes :

ARTICLE 1 : Reconduction de l'adhésion au SIG (voir délibération du 05/09/2017 n° D2017\_16) d'adhésion de la Commune de SOUSTELLE au service commun SIG est conclue pour une durée de un an. Elle prendra effet au 1er janvier 2021 et expirera au 31 décembre 2021.

Aucune des parties ne pourra procéder à sa résiliation pendant cette période sauf motif d'intérêt général et notamment modifications des dispositions législatives ou réglementaires concernant les activités objets de la convention d'adhésion.

ARTICLE 2 : Nature des différentes prestations

La convention d'adhésion précisera la nature des différentes prestations pouvant être transmises au service commun pour réalisation et le mode de fonctionnement.

Plus synthétiquement, la consultation en ligne de la base de données du SIG restera gratuite.

La mise à disposition de l'outil en ligne permet un certain nombre de prestations qui resteront gratuites.

De même les données cartographiques mises à la disposition des prestataires en charge de missions confiées par les abonnés conserveront la gratuité.

Enfin, la création et la gestion d'une interface « Grand Public » permettront à tous les administrés de les consulter gratuitement.

En revanche, seront tarifées la création ou gestion de bases de données spécifiques, certaines réalisations cartographiques, édition de cartes, les formations à l'utilisation de logiciels et l'intégration de certains documents d'urbanisme.

La Commune de SOUSTELLE, en tant que commune membre adhérente, versera en contrepartie une contribution liée notamment au fonctionnement du service mis à disposition et supportée par la Communauté d'Agglomération, contribution qui sera retenue sur son attribution de compensation conformément à l'article L5211-4-2 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Maire à intervenir à la signature de l'ensemble de  
afférent en cours et à venir.

Envoyé en préfecture le 09/03/2021

Reçu en préfecture le 09/03/2021

Affiché le

ID : 030-213003239-20210216-2021\_07-DE

Pour extrait certifié conforme,  
Le Maire Georges RIBOT

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un  
délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, publication et/ou notification,  
à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères, 30 000  
Nîmes.

Acte rendu exécutoire après  
dépôt en Préfecture

publication

notification

le

du

du



